

Marché public de prestations intellectuelles

**REALISATION D'UNE ETUDE DE FAISABILITE POUR LA
RENOVATION ET LE REAMENAGEMENT DU MUSEE
NATIONAL DE CERAMIQUE DE SEVRES**

2025-MAPA-10

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Table des matières

Article 1 – IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES	4
1.1 Identification du pouvoir adjudicateur	4
1.2 Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national	4
1.3 Précision terminologique	4
ARTICLE 2 - OBJET ET FORME DU MARCHE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
2.1 - Objet du marché	4
2.2 - Allotissement	4
2.3 - Forme du marché.....	5
2.4 - Représentation des parties	5
2.5 - Forme des notifications et informations au titulaire	5
ARTICLE 3- LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHE	5
ARTICLE 4- SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 5 – MONTANT DU MARCHE – CONTENU DES PRIX – VARIATION DES PRIX – TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	7
5.1 - Montant du marché	7
5.2 - Contenu des prix	7
5.3 – Variation des prix	8
5.4 – Taxe sur la valeur ajoutée	8
5.5- Monnaie	8
ARTICLE 6 – CLAUSES DE SÛRETÉ ET DE FINANCEMENT	8
6.1 - Retenue de garantie	8
6.2 - Avance	8
ARTICLE 7 - RÈGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE	8
7.1 - Modalités de règlement du prix	8
7.2 - Demandes de paiement.....	8
7.2.1 - Demande d'acompte	9
7.2.2 - Solde	9
7.3 - Règlements en cas de cotraitants.....	9
7.4 – Règlements en cas de sous-traitance.....	9
7.5 - Présentation des factures au format dématérialisé.....	10
7.6 - Délai de paiement – Intérêts moratoires	10
ARTICLE 8 – DURÉE DU MARCHE - RECONDUCTION(S) – DÉLAI(S)	11
D'EXÉCUTION – PROLONGATION DES DÉLAIS - PÉNALITÉS	11
8.1 - Durée du marché - Reconduction(s).....	11
8.2 - Délai(s) d'exécution des prestations.....	11
8.3 – Prolongation des délais d'exécution	11
8.4 – Pénalités pour faits imputables au titulaire	11
8.5 – Modalités de recouvrement des pénalités	12
ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
9.1 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	12
9.2 - Protection de l'environnement	12
9.3 - Obligation de confidentialité	13
9.4 Obligations concernant le personnel.....	13

9.4 - Obligation de résultat	14
ARTICLE 10 – CONSTAT DE L’EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 11 - ASSURANCES	14
11.1 – Assurance de responsabilité civile professionnelle.....	14
11.2 - Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants.....	15
ARTICLE 12 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	15
12.1 - Lutte contre le travail dissimulé	15
Dispositif de vigilance :	15
12.2 - Emplois de travailleurs étrangers	15
ARTICLE 13 - RÉSILIATION DU MARCHE.....	16
13.1 - Résiliation pour motif d’intérêt général.....	16
13.3 - Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	16
ARTICLE 14 – DIFFÉRENDS ET LITIGES	17
ARTICLE 15 - CLAUSES DE RÉEXAMEN	17
15.1 - Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d’exécution	17
15.2 - Remplacement du mandataire du groupement en cours d’exécution.....	18
ARTICLE 16- UTILISATION DES RÉSULTATS	18
16.1 - Dispositions générales.....	18
16.2 - Régime des droits.....	19
16.2.1 – Étendue des droits cédés	19
16.2.2 - Exploitations	20
16.2.3 – Qualité de cessionnaire du pouvoir adjudicateur	21
16.2.4 – Territoire et durée	22
16.2.5 – Exclusivité.....	22
16.2.6 – Garanties.....	22
16.3 – Droit moral	22
16.4 - Résiliation	23
16.5 - Éléments confiés au titulaire	23
16.6 - Litige	23
ARTICLE 17 – TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES	23
17.1 - Respect de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles	23
17.2 - Description du traitement de données confié au titulaire.....	24
17.3 - Obligations du titulaire vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.....	24
17.4 - Sort des données.....	25
17.5 - Dispositions applicables en cas de sous-traitance.....	25
ARTICLE 18 DEROGATIONS AU CCAG PI.....	26

Article 1 – IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

Le présent marché est porté par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay, ci-après désigné « l’établissement public Mobilier national – Sèvres – Manufactures nationales » ou « l’acheteur ».

N° de SIRET : 939106274 00011

1.2 Présentation de l’établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1er janvier 2025 pour promouvoir l’excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d’art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d’art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d’art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l’écosystème fragile des métiers d’art ; la valorisation du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d’histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay ; l’atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l’ameublement.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de-Seine (Sèvres), dans l’Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l’Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l’Oise (Beauvais).

1.3 Précision terminologique

Il est entendu par « titulaire » l’entreprise attributaire du marché, pour son propre compte ou en tant que mandataire d’un groupement d’entreprises.

ARTICLE 2 - OBJET ET FORME DU MARCHE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d’une étude de faisabilité pour la rénovation et le réaménagement du musée national de Céramique de Sèvres.

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), joint au dossier de consultation des entreprises, décrit les prestations à réaliser, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

2.2 - Allotissement

Le présent marché n’est pas alloti **car il ne permet pas l’identification de prestations distinctes.**

2.3 - Forme du marché

Le présent marché est passé sous la forme d'un marché ordinaire, selon une procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 1° du code de la commande publique.

2.4 - Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG/PI, dès la notification du marché, le titulaire et le pouvoir adjudicateur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché, et notifie cette désignation au pouvoir adjudicateur ou au titulaire. En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du marché sont seules habilitées à les engager. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

2.5 - Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception : remise contre récépissé daté, échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception), lettre recommandée avec accusé de réception postal, lettre par porteur avec récépissé du titulaire.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

ARTICLE 3- LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces contractuelles particulières du marché et leur ordre de priorité sont les suivants :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :
- Annexe n° 1 : la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- Annexe n° 2 : la (les) déclaration(s) de sous-traitance et agrément de conditions de paiement DC4 (le cas échéant) à télécharger ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - o Annexe 1 - Plaquette de présentation rénovation du musée de céramique ;
 - o Annexe 2 – Liste des besoins fonctionnels ;
 - o Annexe 3 - Etude Da&Du ;
 - o Annexe 4 - Audit du clos et couvert du musée réalisé par l'ACMH territorialement compétent (la version mise à jour en 2025 sera transmise au titulaire) ;
 - o Annexe 5 - Projet scientifique et culturel du musée national de Céramique et sa mise à jour de 2021-2024 ;
 - o Annexe 6 - Diagnostic technique amiante du bâtiment ;
 - o Annexe 7 - Plans des locaux au format dwg
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de prestations intellectuelles, publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021), consultable sur Légifrance.
- Les actes spéciaux de sous-traitance, et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

Le marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. En cas de contradiction entre les stipulations du CCAP et/ou du CCTP, et les stipulations contenues dans la proposition du titulaire, ces dernières seront réputées nulles et non écrites.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution des prestations.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Le titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation, ainsi que de l'homologation des normes.

En cas d'évolution pendant le déroulement des prestations des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant le marché se réfère, le titulaire doit en informer par écrit le pouvoir adjudicateur dès qu'il est censé en avoir eu connaissance en sa qualité de professionnel pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution. Cette information doit être accompagnée d'une analyse au moins sommaire des incidences de ces évolutions sur les prestations. La décision du pouvoir adjudicateur est alors notifiée par écrit au titulaire dans un délai d'un (1) mois. À défaut de notification, cette évolution n'est pas prise en compte. En l'absence d'initiative du titulaire, celui-ci est réputé avoir intégré cette évolution dans ses prestations, sans incidence sur le prix de sa rémunération.

Cession de créance - Nantissement - Pièces à délivrer au titulaire :

Il ne sera pas délivré, **par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/PI**, d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité pour cession de créance ou nantissement, lors de la notification du marché au titulaire.

Cependant, sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 4- SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les

conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant de l'accord-cadre. En cours d'exécution du marché, le titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE 5 – MONTANT DU MARCHÉ – CONTENU DES PRIX – VARIATION DES PRIX – TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

5.1 - Montant du marché

Le présent marché est traité à prix forfaitaire. Les prix du marché sont détaillés au moyen de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, en annexe 1 à l'acte d'engagement.

5.2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, y compris :

- La participation aux réunions et visites,
- Les frais de rédaction, de reprographie et de diffusion de tous les documents à la charge du titulaire, les frais afférents aux assurances,
- Les frais de main d'œuvre,
- Les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel,
- Les frais de secrétariat et d'établissement des mémoires, factures, devis, etc.,
- Les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- ✦ En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché conclus sur son fondement sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- ✦ En cas de sous-traitance, les prix du marché conclus sur son fondement sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Les prix du marché incluent la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle, correspondant à 10% du prix du marché ordinaire, hors taxe.

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

L'ensemble des prix du marché conclus sur son fondement sont réputés comprendre toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement complet des prestations.

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

5.3 – Variation des prix

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois Mo, à savoir le mois de remise de l'offre.

Le présent marché est conclu à prix fermes non actualisables.

5.4 – Taxe sur la valeur ajoutée

Les prix du marché sont hors TVA. Le montant des paiements sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévue dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ou en cas de manquement de ce dernier ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

5.5- Monnaie

La monnaie de compte du présent marché est l'euro.

ARTICLE 6 – CLAUSES DE SÛRETÉ ET DE FINANCEMENT

6.1 - Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

6.2 - Avance

Conformément aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, il peut être ouvert droit à une avance. Les conditions et les modalités sont définies aux articles R.2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est de 5%, ou, le cas échéant, de 30% pour les petites et moyennes entreprises.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la date de notification du marché au Titulaire.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises du marché. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

ARTICLE 7 - RÈGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

7.1 - Modalités de règlement du prix

Le règlement du prix s'effectue selon l'avancement des phases du projet. Un acompte de 40 % est versé à l'issue de la première phase, sous réserve de la validation du diagnostic par le maître d'ouvrage. Le solde de 60 % est versé à la fin de la seconde phase, après validation de l'étude de faisabilité.

7.2 - Demandes de paiement

7.2.1 - Demande d'acompte

La demande de paiement est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

La demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- Les références du marché ; n°2025-MAPA-10
- Le nom ou la raison sociale et adresse des parties
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé dans le cadre du marché
- Le montant des prestations établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et diminué des réfections le cas échéant ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- Le cas échéant, les indemnités et retenues ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

Sont déduites au montant, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 8.4 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de renvoyer au Titulaire toute demande de paiement d'acompte ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui doivent accompagner la demande de paiement.

7.2.2 - Solde

La demande de paiement du solde est établie, conformément à l'article 7.2.1 ci-dessus par le titulaire dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la décision de réception des prestations.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- Un récapitulatif des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations, objet du projet de décompte,
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - o Aux sommes dues pour le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ses prestations ;
 - o Au solde du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de renvoyer au Titulaire toute demande de paiement d'acompte ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui doivent accompagner la demande de paiement.

7.3 - Règlements en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

7.4 – Règlements en cas de sous-traitance

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues R. 2193-10 et suivants du code de la commande publique.

En complément de l'article 7.2.1 du présent CCAP, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par le pouvoir adjudicateur sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification au pouvoir adjudicateur par le titulaire, dans les quinze (15) jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le pouvoir adjudicateur procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours d'exécution du marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

7.5 - Présentation des factures au format dématérialisé

Le titulaire transmet sa demande de paiement par voie dématérialisée sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations nécessaires au dépôt des demandes de paiement sont :

- Rubrique destinataire de la facture :

Le destinataire est-il l'Etat : non

Siret : 939 106 274 00011

Raison sociale : Établissement public Manufactures nationales –Sèvres et Mobilier national

Code service : Sèvres

Libellé service : sans objet

- Rubrique références :

Numéro d'engagement : information non obligatoire

Numéro du marché : information non obligatoire

7.6 - Délai de paiement – Intérêts moratoires

Le délai de paiement des sommes dues est de trente (30) jours, à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement dans le délai stipulé ci-avant donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

ARTICLE 8 – DURÉE DU MARCHÉ - RECONDUCTION(S) – DÉLAI(S) D'EXÉCUTION – PROLONGATION DES DÉLAIS - PÉNALITÉS

8.1 - Durée du marché - Reconduction(s)

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Il est conclu pour la durée nécessaire à l'exécution complète de la prestation (estimation 6 mois).

Le présent marché ne sera pas reconduit.

8.2 - Délai(s) d'exécution des prestations

La mission se déroulera en deux phases (calendrier prévisionnel) :

- Phase 1 – Diagnostic et bilan de l'existant : 2 mois avec une réunion de mi-parcours ;
- Validation du diagnostic par le maître d'ouvrage et réalisation des éventuels diagnostics complémentaires : 1,5 mois
- Phase 2 – Rédaction de l'étude de faisabilité intégrant les résultats des diagnostics complémentaires : 1,5 mois, avec une réunion de mi-parcours ;
- Validation de l'étude de faisabilité par le maître d'ouvrage : 1 mois.

8.3 – Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/PI, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions mentionnées ci-dessous.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel (fait du pouvoir adjudicateur ou événement de force majeure).

Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation d'un délai d'exécution, le titulaire doit signaler par courriel, dans un délai de vingt-quatre (24) heures à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, les causes faisant obstacle à l'exécution de la ou des prestations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve alors le droit d'accepter ou non cette demande dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire. S'il accepte, la demande sera actée par un avenant.

En fonction de la décision du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des prestations, dans le délai imparti. A défaut, le pouvoir adjudicateur fera application des pénalités de retard stipulées au présent CCAP.

Il est également précisé que le délai d'exécution peut faire l'objet d'une modification de la part du pouvoir adjudicateur. Ce dernier informe, par courriel, le titulaire de toutes les modifications relatives à la prolongation de du délai d'exécution. Le titulaire dispose d'un délai de 7 jours ouvrés pour faire part de ses observations. En cas d'accord sur la modification, ou si le titulaire n'a pas formulé d'observations dans le délai imparti, la modification est actée par un avenant au marché. Dans ce cas, il n'est pas fait application des pénalités prévues au présent CCAP.

8.4 – Pénalités pour faits imputables au titulaire

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application

de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée dans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment, la possibilité de refuser la prestation réalisée par le titulaire, et d'en prescrire la réfection totale ou partielle aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Il est dérogé à l'article 14.1.2 du CCAG/PI.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, le titulaire subira sur ses créances des pénalités forfaitaires dont le montant est fixé à :

- **Retard dans la transmission des attestations d'assurance** : pénalité forfaitaire égale à cinquante (50,00) euros par jour de retard constaté.
- **Retard dans la fourniture d'un livrable** : pénalité forfaitaire égale à cent (100,00) euros par jour de retard constaté.
- **Retard dans la transmission de compte-rendu de réunion** : pénalité forfaitaire égale à cinquante (50,00) euros par jour de retard constaté.
- **Retard dans la restitution des documents fournis par le pouvoir adjudicateur** : pénalité forfaitaire égale à cinquante (50,00) euros par jour de retard constaté.
- **Absence à une réunion et/ou visite** : pénalité forfaitaire égale à cent (100,00) euros par absence constatée.

8.5 – Modalités de recouvrement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités lorsque le montant total de ces dernières ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché. Les pénalités se cumulent entre elles.

Dans le cas de cotraitants (groupement solidaire ou conjoint), les pénalités sont, sauf stipulation différente mentionnée comme telle dans la proposition, notifiées au mandataire à qui il appartient de les répartir éventuellement entre les cotraitants et qui demeure responsable de leur paiement.

Le recouvrement des montants cumulés des pénalités s'opère par un décompte fait sur tout montant dû au titulaire, au titre du marché conclu sur son fondement, réglé à terme échu par le pouvoir adjudicateur, le cas échéant, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur peut également recouvrer les pénalités, le cas échéant, par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG/PI.

Le titulaire s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG/PI, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant au marché.

9.2 - Protection de l'environnement

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG/PI.

Le titulaire s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/PI, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de l'environnement en cours d'exécution du marché sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant au marché.

9.3 - Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur s'engagent réciproquement au respect des règles relatives aux obligations de confidentialité et de protection des données à caractère personnel, dans les conditions définies par l'article 5 du CCAG/PI.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les informations transmises par le pouvoir adjudicateur pour la bonne exécution des prestations, à d'autres fins que celles définies par les pièces constitutives du présent marché.

Le titulaire et les membres de son équipe sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du marché. Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord expresse préalable du représentant du pouvoir adjudicateur. L'utilisation de tout ou partie des prestations ou des dispositifs informatiques ou contenus à de fins de démonstration ou de promotion, sans accord préalable du représentant du pouvoir adjudicateur, est interdite.

Le non-respect de ces dispositions entraîne l'application des stipulations de l'article 13.3 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager la responsabilité pénale et civile du titulaire en cas de contrevenance à cette clause, même au-delà de l'exécution du marché.

Le titulaire reconnaît avoir été informé que toute divulgation d'information confidentielle est susceptible de tomber sous le coup de l'article 226-13 du code pénal et de l'article 43 de la loi 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée (loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

9.4 Obligations concernant le personnel

Dès la notification du marché, le titulaire désigne parmi son équipe un coordonnateur qui sera l'unique interlocuteur du pouvoir adjudicateur pour la réalisation des prestations, y compris en cas de sous-traitance.

Le titulaire est responsable de son équipe en toute circonstance et pour quelque motif que ce soit. Il est notamment responsable des actes et fautes commis par son équipe. Il est tenu de réparer ou d'indemniser le préjudice qui en résulterait pour le pouvoir adjudicateur ou les tiers.

Le titulaire assume seul et entièrement vis-à-vis de son équipe (et ses sous-traitants, le cas échéant) les droits et obligations de l'employeur. Ainsi, le titulaire agit dans le cadre des présentes conditions en tant que prestataire de services indépendant.

Le présent marché ne crée aucune relation de subordination entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ou son équipe. L'ensemble de l'équipe du titulaire affecté en tout ou partie à l'exécution des prestations reste, en toute circonstance, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire. Cette équipe n'aura à rendre de compte qu'au titulaire, son employeur, qui assurera sa rémunération et l'ensemble de ses frais.

L'équipe du titulaire doivent faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis du personnel du pouvoir adjudicateur et d'éventuels tiers.

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment demander le remplacement d'un ou de plusieurs membres de l'entreprise du titulaire, s'il le juge nécessaire. À ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant à compétences équivalentes et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

9.4 - Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour exécuter et contrôler toutes les prestations, objet du présent marché, et sous réserve de causes imputables au pouvoir adjudicateur. Cette obligation de résultat concerne notamment la qualité des prestations exécutées, le respect des délais prévus, la rigueur et la qualité des personnels affectés à la réalisation des prestations. Le titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour éviter toute anomalie. Tout retard constaté est traité immédiatement par ses soins.

ARTICLE 10 – CONSTAT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification ont notamment pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler que le titulaire a mis en œuvre les moyens et a réalisé les prestations définies dans le marché, conformément aux stipulations contractuelles.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG/PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures de la vérification des prestations réalisées pour acceptation.

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce la réception, l'ajournement, la réfaction ou le rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/PI.

Par dérogation aux articles 29.2.1 et 29.4 du CCAG/PI, en cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire dispose des délais fixés par le pouvoir adjudicateur pour effectuer de nouvelles prestations.

Les frais engendrés par des prestations refusées par le pouvoir adjudicateur s'effectueront aux frais du titulaire.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

11.1 – Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire sera entièrement responsable de la bonne exécution des prestations qui lui seront confiées.

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité éventuelle.

Le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation auprès du pouvoir adjudicateur dans le délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification du marché.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du marché et le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans le délai de **quinze (15) jours** à compter de la réception de la demande.

En cours d'exécution du marché, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, le titulaire s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

11.2 - Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congé payés, déplacements, etc.). Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée du marché est entièrement pris en charge par le titulaire.

Le titulaire sera responsable des dommages de toute nature que les personnels, y compris les éventuels sous-traitants, auront occasionné aux biens qui leur sont ou non confiés, au personnel du pouvoir adjudicateur ou à toute autre personne présente sur le site.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché, et renonce à tout recours contre le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 12 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

12.1 - Lutte contre le travail dissimulé

Dispositif de vigilance :

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail, ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le titulaire transmet tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché conclus sur son fondement, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de son (ses) sous-traitant(s) éventuels.

Dispositif d'alerte :

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui en joint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de deux (2) mois pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur. En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans indemnité aux frais et risques du titulaire.

12.2 - Emplois de travailleurs étrangers

En application des articles L.8254-1, D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, si le titulaire a recours à l'emploi de travailleurs étrangers, il remet au pouvoir adjudicateur tous les six (6) mois la liste nominative des salariés étrangers employés.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'attribution du marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés (articles L.1261-1 et suivants).

Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au pouvoir adjudicateur une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG/PI avec les précisions suivantes :

13.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 36 du CCAG/PI et **par dérogation à cet article**, aucune indemnisation forfaitaire ne sera versée au titulaire. Cette résiliation pour motif d'intérêt général sans indemnisation forfaitaire ne fait toutefois pas obstacle à la mise en œuvre de l'éventuelle indemnité liée aux frais et investissements telle que définie à l'article 40 du CCAG/PI.

Le cas échéant, en cas de désaccord sur le montant de l'indemnité due susmentionnée, l'article R.2191-31 du code de la commande publique s'applique de plein droit.

13.3 - Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute du marché, il sera fait application de l'article 39 du CCAG/PI avec les précisions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27.1 du CCAG/PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 41.5 du CCAG/PI**, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux (2) mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- **En complément à l'article 39 du CCAG/PI**, en cas de non production dans les huit (8) jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire, restée sans effet dans un délai fixé à huit (8) jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- Il est précisé que l'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique entraîne, par décision du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire, ce de manière expresse, par lettre recommandée avec accusé de réception.

- En cas de non-respect, par le titulaire, ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées aux articles 12 du présent CCAP, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, ou cotraitant, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire, ou le cotraitant, dispose de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

- Le pouvoir adjudicateur pourra résilier unilatéralement le marché pour faute du titulaire en cas de manquements aux dispositions contractuelles sur le traitement des données personnelles.

Par ailleurs, en cas de non-respect du RGPD, le pouvoir adjudicateur et le titulaire encourront chacun au titre de leur manquement respectif une amende administrative, étant précisé qu'ils seront solidairement responsables du dommage causé par le traitement vis-à-vis de la personne concernée.

- Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 14 – DIFFÉRENDS ET LITIGES

La loi française est seule applicable au marché conclu sur son fondement.

Tout différend, litige ou autre contestation lié à la conclusion, l'interprétation, la validité et/ou l'exécution du marché, y compris leurs suites et leurs conséquences, sera porté devant le tribunal administratif de Paris.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

ARTICLE 15 - CLAUSES DE RÉEXAMEN

Par application des dispositions des articles L-2194-1 1° et R 2194-1 du code de la commande publique, et en complément des clauses permettant réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres stipulations du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

15.1 - Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Liquidation judiciaire,
- Décès,

- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, - défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles et techniques, économiques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire lors de l'attribution du marché. A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché conclu sur son fondement.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut :

- Dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
- Soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ; - soit de prononcer la résiliation sans faute du marché, mais sans indemnité.

15.2 - Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, **par dérogation à l'article 3.5 du CCAG/PI.**

ARTICLE 16- UTILISATION DES RÉSULTATS

16.1 - Dispositions générales

L'utilisation des résultats est régie par le CCAG/PI. Il est entendu que les résultats au sens du marché s'entendent des résultats tels que définis par l'article 32 du CCAG/PI et des prestations qui seraient inachevées, qu'elles aient ou non été payées par le pouvoir adjudicateur, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le titulaire est un groupement de personnes.

Le titulaire s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le pouvoir adjudicateur, de ses prestations inachevées, en ne divulguant pas lesdites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au pouvoir adjudicateur, tous les travaux et ébauches de travaux réalisés en exécution du marché.

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que, notamment, les œuvres, les informations, les rapports, les études, les marques, les dessins ou modèles, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

16.2 - Régime des droits

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur, et du titulaire en la matière est l'option B telle que définie au chapitre VI du CCAG/PI.

16.2.1 – Étendue des droits cédés

La présente cession comprend les droits de reproduction, de représentation et d'adaptation des résultats sur tous supports et par tous vecteurs, modes et procédés connus et inconnus à ce jour et notamment l'exploitation directe ou dérivée, adaptations et formats, par voie d'imprimerie, optique, magnétique, opto-chimique, électronique, électromagnétique, photonique, bionique, sur papier, film, cassette, vidéodisque, disque optique numérique (dont notamment CD, CD-ROM, DVD, DVD-Rom, HDVD, Blu-Ray), ou tout autre support actuel ou futur à des fins de reproduction, fabrication, location, vente, diffusion, télédiffusion ou projection en salle, usage privé et de tous droits qu'impliquent l'exercice des droits cédés.

Le droit de reproduction comprend encore le droit de reproduire et faire reproduire tout ou partie des résultats sur tous supports, actuels ou futurs, et notamment :

- Le droit de fabriquer, reproduire, distribuer, diffuser les résultats et ce, sans réserve d'aucune sorte ;
- Le droit de réaliser des prises de vue (photographiques et audiovisuelles) des résultats ;
- Le droit de numériser les résultats, de les mettre en mémoire sur tout support, de moduler, compresser, décompresser ou utiliser tous les autres procédés techniques de même nature à l'égard des résultats numérisés/filmés/photographiés pour les besoins de leur stockage, leur transfert, leur traitement informatique, leur adaptation et/ou leur exploitation ;
- Le droit de mettre en ligne les résultats (y compris filmés et/ou photographiés) sur tous les supports numériques du pouvoir adjudicateur et notamment sur sa plateforme YouTube, ses sites internet, ses applications mobiles, les pages des réseaux sociaux gérées par le pouvoir adjudicateur tels que notamment Facebook, Instagram, Twitter et tous les réseaux sociaux qu'il anime ou animera étant entendu que les résultats sont alors soumis aux conditions générales d'utilisation desdits réseaux sociaux ce que le titulaire accepte expressément et sans réserve.
- Le droit de modifier, reformater, d'extraire, d'incorporer les résultats, ou tout élément des résultats.

Le droit de représentation comprend notamment la communication au public des résultats (y compris filmés et/ou photographiés) par tous procédés et moyens connus et inconnus à ce jour, notamment par voie de présentation et projection publiques, diffusion par tous procédés, notamment papier, numérique (télédiffusion par voie hertzienne (numérique ou analogique, cryptée ou non, payante ou non) ou terrestre, satellite, fil, câble, télématique, intranet, extranet, Internet, WAP, ADSL, VOD, et plus généralement tout service électronique distant en ligne ou

hertzien, etc.) et transmission et télétransmission dans un lieu public ou privé. Sont notamment compris les sites internet et applications mobiles du pouvoir adjudicateur, ainsi que les pages des réseaux sociaux gérées par le pouvoir adjudicateur tels que notamment Facebook, Instagram, Twitter et tous les réseaux sociaux qu'il anime ou animera étant entendu que les résultats sont alors soumis à leurs conditions générales d'utilisation ce que le titulaire accepte expressément et sans réserve. Le droit d'adaptation comprend :

- Le droit d'effectuer la reproduction, la représentation et la publication par fragments ou par extraits des résultats (y compris filmés et/ou photographiés), par les modes et procédés prévus aux paragraphes ci-dessus et ce y compris pour la publicité et la promotion ;
- Le droit d'assembler et d'intégrer les résultats, ou tout élément les composant pris isolément, dans toute autre œuvre (notamment photographie ou audiovisuelle), élément, produits dérivés ou document, et ce par tout moyen et selon tout procédé technique ou artistique ;
- Le droit de réduire ou d'agrandir les résultats (y compris filmés et/ou photographiés), ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément afin de les adapter au support sur lequel ils sont reproduits et représentés ;
- Le droit de modifier, faire évoluer, et décliner les résultats, ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément, notamment sous toute forme, couleur, proportion, figuration, scénographie ;
- Le droit d'éditer tout service électronique, reproduisant représentant ou incorporant les résultats (y compris filmés et/ou photographiés), ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément (y compris les réseaux sociaux du pouvoir adjudicateur qu'il anime et animera) ;
- Le droit de produire, fabriquer, réaliser, développer, assembler directement ou indirectement, selon toute modalité technique les résultats, ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément sur tout produit et matériel destiné à la vente, la location, la distribution et plus généralement destiné à toute exploitation commerciale ou non commerciale.

Plus généralement, le droit d'adaptation comprend également le droit d'adapter tout ou partie des résultats, les faire évoluer en les déclinant, les modifier pour un usage, une finalité ou un contrat particulier, sous quelque forme que ce soit.

D'une manière générale, les droits comprennent tous droits ci-dessus visés et tous autres droits dérivés consistant à utiliser la reproduction ou la représentation des résultats ou de leur exploitation par prêt, location et autre mise à disposition à distance ou non, ou à adapter, reproduire et représenter tout ou partie des résultats pour donner forme ou ornement à tout objet ou service, et plus généralement tous droits qu'impliquerait l'exercice plein et entier des droits objets de la présente cession.

16.2.2 - Exploitations

A titre purement illustratif, et sans que cela ne puisse s'interpréter ou constituer une limitation expresse ou tacite des droits cédés définis ci-dessus, il est entendu que les résultats pourront être exploitées d'une part, pour les besoins du marché conclus sur son fondement, et d'autre part :

- Aux fins de toutes actions, à titre commercial ou non, de promotion, de publicité, de communication et/ou d'information, interne et institutionnelle comme externe. Comme énoncé ci-avant, le pouvoir adjudicateur mène notamment des actions de promotion sur les réseaux sociaux de type Facebook, Twitter ou Instagram. Ainsi, dans le cas où les résultats (y compris filmés et/ ou photographiés) sont diffusés sur ces réseaux sociaux (ou tout autre que le pouvoir adjudicateur anime ou animera) ils sont soumis aux

conditions générales d'utilisation desdits réseaux sans que le pouvoir adjudicateur ne puisse en restreindre l'usage ;

- Aux fins de réalisation de produits photographiques et audiovisuels destinés à la promotion/la communication et/ou l'information mais également à des fins culturelles, scientifiques et pédagogiques ;
- Aux fins de la production, réalisation, commercialisation, promotion et distribution de tous types de produits et services culturels/pédagogiques développés tant par le pouvoir adjudicateur ;
- Aux fins d'archivage, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des résultats, par le pouvoir adjudicateur et leur consultation gratuite, sur place, par le public ;
- Aux fins de représentation et de reproduction, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des résultats, dans le cadre d'expositions, conférences, colloques, séminaires, projections, formations, cours ou ateliers, pouvant faire l'objet de captation, tenus au sein des locaux du pouvoir adjudicateur ou à l'extérieur, et notamment au sein d'auditoriums, salles d'exposition ou espaces de bureaux ;
- Aux fins de publication, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des résultats sur les bases de données et les sites intranet et internet édités par le pouvoir adjudicateur, à accès gratuit ou payant ;
- Aux fins de publication, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des résultats dans le cadre d'applications mobiles gratuites ou payantes ;
- Aux fins de représentation et de reproduction sur tout support de tout ou partie des résultats (notamment électronique, informatique, numérique, télématique ou encore papier) destiné à être diffusé en vue du développement des publics du pouvoir adjudicateur ;
- La reproduction et la représentation, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des résultats, notamment dans l'enceinte et autour des locaux du pouvoir adjudicateur, sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités du pouvoir adjudicateur ;
- Plus généralement aux fins de la réalisation des missions statutaires du pouvoir adjudicateur. Ce dernier pourra notamment transmettre les résultats aux organes de presse pour la promotion de ses activités.

16.2.3 – Qualité de cessionnaire du pouvoir adjudicateur

En conséquence de la présente cession, le pouvoir adjudicateur acquiert la qualité de cessionnaire pour utiliser et exploiter les résultats qui en sont l'objet dans les conditions énoncées ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de céder ou de concéder à tout tiers de son choix tout ou partie des droits et des obligations de la présente cession à titre exclusif ou non. Cette cession éventuelle des droits par le pouvoir adjudicateur, quels qu'en soient les motifs et les modalités, ne pourra donner lieu à aucune indemnité au profit du titulaire. Le pouvoir adjudicateur se réserve notamment le droit d'user des rendus, objets du marché, dans le cadre de nouvelles consultations et de les mettre à disposition de nouveaux prestataires.

Le pouvoir adjudicateur aura le droit d'engager, à ses risques et périls, toutes les poursuites judiciaires ou voies d'exécution nécessaires à la protection des droits qui lui sont cédés notamment en contrefaçon, concurrence déloyale, parasitisme ou tout autre fait délictueux ou préjudiciable aux droits ou à l'image du pouvoir adjudicateur.

16.2.4 – Territoire et durée

Cette cession vaut pour le monde entier pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle telle qu'elle résulte des dispositions du code de la propriété intellectuelle et des conventions internationales ratifiées par la France, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée.

16.2.5 – Exclusivité

La cession de droits, objet du présent article, est accordée à titre exclusif par le titulaire au pouvoir adjudicateur. En vertu de cette exclusivité, le titulaire s'engage à n'utiliser en aucun cas, directement comme indirectement, les résultats, et à ne communiquer en aucune circonstance ses travaux réalisés dans le cadre du marché (y compris les travaux préparatoires et intermédiaires) à un tiers sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

16.2.6 – Garanties

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur être seul titulaire des droits cédés au titre du marché, et pouvoir en conséquence les céder sans que le pouvoir adjudicateur ne soit jamais ni recherché ni inquiété à cet égard, pour quelque cause et sur quelque fondement juridique que ce soit et pour la durée et l'étendue géographique de la présente cession.

Le titulaire fait son affaire d'obtenir de toute personne ayant participé à la création des résultats, qu'elle soit ou non son salarié, son fournisseur ou son sous-traitant, la cession des droits de propriété intellectuelle.

Dans l'hypothèse où le titulaire est un groupement de personnes, le mandataire du groupement s'engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d'un membre du groupement dans l'exécution de ses prestations, à faire son affaire d'obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le marché, et lui permettant de rétrocéder ces droits au pouvoir adjudicateur à l'issue des prestations.

Le titulaire se porte garant à l'égard du pouvoir adjudicateur contre toute action en contrefaçon ou plagiat qui pourrait être engagée par tout titulaire de droit, pour la durée et l'étendue géographique de la présente cession.

Le titulaire déclare et garantit également au pouvoir adjudicateur qu'aucun élément des résultats ne saurait porter préjudice à une quelconque personne physique ou morale ou produit et marque que ce soit, notamment au titre du droit des dessins et modèles, du droit des marques, du droit de la concurrence déloyale et parasitaire, du droit des personnes sur leur image, le respect de leur vie privé, de leur honneur ou de leur réputation, et des propriétaires sur leurs biens.

Le titulaire déclare et garantit également au pouvoir adjudicateur qu'il a plein pouvoir et qualité pour consentir les droits cédés par les présentes et que d'une part, ces droits ne sont, ni ne seront en aucune manière cédés, grevés, ni d'une façon quelconque dévolus en faveur d'un tiers et, d'autre part, qu'il n'a fait et ne fera, par le fait d'une cession à un tiers ou par tout autre moyen, aucun acte susceptible de compromettre la présente cession de droits, ou susceptible d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par le pouvoir adjudicateur des droits qui lui sont consentis par le marché.

Dans ce cadre, le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur avoir fait toutes les démarches auprès des sociétés de perception de droits compétentes de sorte que ce dernier n'aura aucun droit à leur verser au titre des droits présentement cédés.

16.3 – Droit moral

Le pouvoir adjudicateur s'engage à respecter le droit moral du ou des auteurs des résultats conformément aux articles L.121-1 et suivants du code de propriété intellectuelle.

16.4 - Résiliation

Nonobstant la résiliation, résolution ou annulation du marché, les droits patrimoniaux se rapportant aux résultats du titulaire demeureront acquis au pouvoir adjudicateur tant qu'il n'en sera pas décidé autrement, par une décision de justice définitive passée en force de chose jugée.

La résiliation, la résolution ou l'annulation du marché ne remettront pas en cause les droits acquis par des tiers antérieurement, sous la réserve que ces tiers respectent les conditions de la présente cession.

16.5 - Éléments confiés au titulaire

Le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte, du fait de l'exécution des résultats sur les éléments réalisés par le pouvoir adjudicateur ainsi que sur les éléments réalisés par des tiers et confiés au titulaire en vue de la réalisation des résultats.

Les parties déclarent expressément que les dispositions du présent article demeureront en vigueur après la cessation du marché, pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de résiliation, qu'il y ait ou non faute du titulaire.

Ainsi, le titulaire restituera au pouvoir adjudicateur, sur simple demande, tous supports ou créations ayant servi à réaliser les résultats. A défaut d'une restitution dans le délai de sept (7) jours ouvrés suivant la demande, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 8.4 du présent CCAP.

En cas de résiliation du marché, qu'il y ait ou non faute du titulaire, cette restitution a lieu au plus tard à la date de prise d'effet de la décision de résiliation.

16.6 - Litige

La loi française est seule applicable au présent marché.

Tout litige lié à la conclusion, l'interprétation, la validité et/ou l'exécution du présent marché, y compris leurs suites et leurs conséquences, relèvent du droit français et de la compétence exclusive du Tribunal administratif compétent :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS (France) Cedex 04

ARTICLE 17 – TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Le présent article ne s'applique que dans l'hypothèse où le titulaire a accès et est amené à traiter des données personnelles au sens de l'article 4-1) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après désigné le « Règlement »), pour le compte du pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent marché. Dans le cas contraire, les Parties reconnaissent expressément que la présente annexe ne leur est pas opposable.

A ce titre, les parties déclarent que le titulaire agit en tant que sous-traitant au sens de l'article 4-8) du Règlement. De son côté, le pouvoir adjudicateur agit en tant que responsable de traitement au sens de l'article 4-7) dudit Règlement.

17.1 - Respect de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles

Chacune des parties s'engage à respecter toutes les obligations résultant de l'application de toute réglementation applicable relative à la protection des données à caractère personnel, en particulier les dispositions issues du Règlement. A cette fin, elles reconnaissent être soumises à une obligation de collaboration renforcée pendant toute la durée du présent marché et s'engagent donc mutuellement à se

transmettre sans délai toute information, renseignement, document ou fichier leur permettant de maintenir ou de démontrer leur conformité à la réglementation applicable et à s'informer immédiatement de tout manquement ou risque de manquement à ladite réglementation.

17.2 - Description du traitement de données confié au titulaire

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire pourra être amené à traiter différentes données personnelles (nom, prénom, qualité, coordonnées professionnelles, etc.) concernant notamment le personnel du pouvoir adjudicateur, des prestataires extérieurs ou des artistes.

17.3 - Obligations du titulaire vis-à-vis du pouvoir adjudicateur

Il est précisé que dans le cadre de cette réglementation, le pouvoir adjudicateur est qualifié de responsable de traitement et le titulaire a la qualification de sous-traitant. Néanmoins la présente clause a été établie avec la terminologie classique pouvoir adjudicateur/titulaire/sous-traitant.

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du marché.
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable
 - Du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Garantir la confidentialité des données personnelles traitées dans le cadre du marché.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en vertu du marché :
- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données personnelles par défaut.
- Aider, dans la mesure du possible, le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet du marché.
- Notifier au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente ainsi qu'aux personnes concernées.
- Aider le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données.

- Aider le pouvoir adjudicateur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.
- Communiquer au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.
- Mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.
- Fournir, au moment de la collecte des données, aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le pouvoir adjudicateur avant la collecte de données.
- Mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité nécessaires à la protection des données à caractère personnel.
- Tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur comprenant :
 - Le nom et les coordonnées du pouvoir adjudicateur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
 - Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
 - Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
 - Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

17.4 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

17.5 - Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas une sous-traitance des prestations confiées au titulaire relatives au traitement des données.

ARTICLE 18 DEROGATIONS AU CCAG PI

Les dérogations au CCAG-PI sont récapitulées dans le tableau figurant ci-dessous :

ARTICLE DU CCAP	ARTICLE DU CCAG PI
Article 3	Article 4.1
Article 3	Article 4.2
Article 8.3	Article 13.3
Article 8.4	Article 14.1.1
Article 8.4	Article 14.1.2
Article 8.4	Article 14.1
Article 8.5	Article 14.1.3
Article 9.1	Article 6.2
Article 9.2	Article 7.2
Article 10	Article 28.4.2
Article 10	Article 28.5
Article 10	Article 29.2.1
Article 10	Article 29.4
Article 13.1	Article 36
Article 13.3	Article 41.5
Article 15.2	Article 3.5